

Réflexion sur les conditions d'émergence du système bancaire et financier dans le cadre des réformes économiques en Algérie

Reflection on the conditions for the emergence of the banking and financial system within the framework of economics in Algeria

LAZREG Mohammed

Université de Sidi bel abbes, m.lazreg222@yahoo.fr

Received: 01/04/2022

Accepted: 09/12/2022

Published: 30/06/2023

Résumé:

L'Algérie s'est orientée vers l'économie de marché où le marché des capitaux joue un rôle principal dans la croissance. Le système bancaire et financier doit consentir plus d'efforts pour améliorer quantitativement et qualitativement le financement de l'économie en Algérie en veillant au respect du cadre normatif d'intervention et en renforçant la prévention et la supervision dans le cadre de la bonne gouvernance.

Mots clés: Système bancaire et financier ; Réformes économiques ; Ressources humaines ; Economie fondée sur la connaissance ; Gouvernance économique et financière.

Abstract:

Algeria has moved towards a market economy where the capital market plays a major role in growth. The banking and financial system must make more efforts to improve quantitatively and qualitatively the financing of the economy in Algeria by ensuring compliance with the normative framework of intervention and by strengthening prevention and supervision within the framework of good governance.

Keywords: Banking and financial system; Economic reforms; Human resources; Knowledge-based economy; Economic and financial governance.

1. Introduction :

(Mihoubi, 1998) souligne qu'une économie moderne, puissante, performante et compétitive ne peut exister sans un système bancaire et financier moderne, puissant, performant et ouvert. L'une ne va pas sans l'autre. Les pays développés nous offrent le meilleur exemple de cette parfaite osmose. L'Algérie a besoin d'ériger une place boursière qui finance l'économie productive. L'économie algérienne dépend à 98% de la rente liée aux exportations des hydrocarbures. Pour (Sari, 2011) le secteur financier joue un rôle fondamental dans l'accélération des processus d'échanges de biens et de service ; il est à l'origine de toutes les allocations optimales des ressources financières devant stimuler l'activité économique, l'emploi, ainsi que l'amélioration de la productivité et l'innovation.

Pour sa part, (Nouioua, 2017) souligne qu'un marché financier ne s'improvise pas. Il se constitue graduellement dans la mesure où les dispositions à prendre sont menées d'une manière judicieuse de façon à accroître les transactions tout en les rendant attractives aussi bien pour ceux qui font l'offre que pour ceux qui font la demande. En devenant actif le marché financier fournira de nouveaux instruments financiers susceptibles de drainer vers les entreprises, l'Etat ; les institutions publiques de substantielles ressources. En Algérie, la lente évolution de la sphère réelle, la restructuration encore inachevée du marché intérieur, l'immaturité de certains projets, l'insuffisance de l'offre bancaire et la concurrence souvent déloyale des activités informelles et des produits importés ont fragilisé les relations entreprise-banque et n'ont pas favorisé leur synergie, indispensable à la croissance économique. (Grim, 2012) note que la réforme du système bancaire national est étroitement liée à la transformation de l'environnement dans lequel il évolue et plus particulièrement au redéploiement de l'administration économique de l'Etat qui doit se réformer pour accompagner la transition vers l'économie de marché et soutenir l'entreprise dans la production de richesses.

Problématique :

Une question centrale est au cœur de notre problématique dans le cadre de notre article :

- **Quels sont les leviers fondamentaux à mettre en œuvre pour une émergence d'un système bancaire et financier performant dans le cadre des réformes économiques en Algérie ?**

Hypothèse :

Pour résoudre cette problématique, nous avons émis l'hypothèse suivante :

- Plusieurs leviers fondamentaux doivent être mis en œuvre pour une émergence du système bancaire et financier en Algérie et ce, dans le cadre des réformes économiques.

Cas pratique mis en œuvre :

Dans le cadre de notre article, nous avons établi un questionnaire qui a été distribué à plusieurs agences bancaires de Sidi Bellabes. Les questions posées ont trait globalement aux principaux leviers mis en relief dans notre papier.

La structure de notre article est composée de plusieurs axes mis en exergue ci-dessous.

2. Quelques lacunes ayant trait au financement de l'entreprise via le système bancaire en Algérie :

De la banque administrée d'hier à la banque autonome d'aujourd'hui, la rupture doit nécessairement et définitivement se produire sur tous les plans et notamment au niveau des mentalités. L'économie de marché, ce n'est pas seulement une organisation socio-économique, c'est aussi un état d'esprit et une culture. L'enjeu est de taille, car l'activité bancaire revêt une dimension stratégique. Les contraintes rencontrées dans ce domaine sont de plusieurs ordres.

Pour (Naas, 2003) la situation du secteur bancaire est le résultat de politiques incohérentes poursuivies depuis de nombreuses années. Les résultats négatifs de ces politiques ont été aggravés par des comportements qu'elles ont induits.

2.1. Les contraintes managériales liées aux banques :

2.1.1. Le déficit managérial :

Le déficit chronique de management de la majorité des banques et des entreprises se manifeste à travers un ensemble de pratiques, dont nous énumérons, ci-après, les principales :

- Absence de délégation de pouvoir et de synergie entre les différents organes de gestion de l'entreprise et de la banque ;
- Incapacité à maîtriser les mutations de l'entreprise et son environnement ;
- Démotivation croissante des personnels et tendance à la destruction de potentiels de compétence ;
- Absence d'initiatives stratégiques dans la prise en charge des contraintes, et dysfonctionnement de l'entreprise et de la banque ;

- Prédominance de la culture du conflit sur la culture de la coopération entre les différents partenaires des institutions ;
- Prédominance des pratiques informelles de gestion et de communication, sur l'investissement dans la systématisation des structures, les procédures, les valeurs culturelles du travail et de la production.

2.1.2. Le manque de formation :

Pour faire face à la concurrence mondiale, il est nécessaire que les banquiers algériens puissent avoir une formation bancaire d'un niveau Occidental et qui s'avère indispensable. Les banquiers doivent se former dans les différentes techniques afférentes aux nouvelles "technologies bancaires mondiales". On peut citer par exemple, les formations dans les domaines suivants :

- La communication financière et bancaire ; les techniques du commerce international ; Les techniques de financement des investissements ; le système d'information ; La gestion des risques ; l'informatique....

2.2. Les banques comme unique moyen de financement :

En Algérie, le financement des entreprises se fait quasiment par le biais des crédits bancaires, ce qui constitue un frein pour la prise en charge de tous les projets (**Grim, 2012**) (**Grim, 2009**). Le crédit bancaire ayant des limites qui sont fixées à travers entre autres, les ratios de solvabilité, de liquidité et de division des risques, il est clair que les banques algériennes ne pourront supporter seules le financement de l'économie.

- Les banques publiques assurent la totalité du financement long du secteur public ; soit environ 31, 2 milliards de dollars. Elles ont un encours de crédit sur le secteur privé d'environ 21 milliards de dollars et restent la principale source de crédit au secteur privé (**Benachenhou, 2015**).

2.3. L'excellence organisationnelle : fondement de la compétitivité des banques

Afin de s'adapter à l'évolution de l'environnement économique, les banques doivent entreprendre un certain nombre d'actions :

- L'amélioration de la qualité de service et de l'image de marque ; La poursuite d'une politique d'octroi de crédits sains et rentables ;
- Une dynamisation de la relation banque-entreprise .Susciter la création de sociétés de « capital risque » et de leasing d'une part, et d'un fonds

de développement des investissements afin de pallier l'insuffisance de l'autofinancement des investisseurs ;

- Assister les entreprises en matière de : restructuration, d'ingénierie financière ;
- L'amélioration de la qualité et de la célérité dans le traitement des opérations ;
- L'optimisation de l'outil informatique ; La formation du personnel....
- L'extension du réseau bancaire.

La banque étant d'elle-même une entreprise, ses activités doivent reposer sur une stratégie. Pour s'en donner une, la banque procède en la matière comme n'importe quelle entreprise.

2.4. Le dialogue banque-entreprise en Algérie : vecteur d'un management efficient

Le climat des affaires en Algérie est difficile et l'environnement de l'entreprise est défavorable. Il y a autant de reproches à faire à l'environnement qu'il y en a à faire à l'entreprise de la part des institutions. Les entreprises reprochent aux banques de ne pas les aider, mais ces dernières reprochent à leur tour leur manque de transparence et la qualité des informations financières qu'elles fournissent. L'entreprise doit faire un effort de gouvernance en mettant en place la transparence en précisant les responsabilités et une stratégie de croissance. (Lakhlef, 2010) met en évidence que les stratégies échouent très souvent, non pas parce qu'elles sont infondées en soi, mais parce qu'elles ne sont pas accompagnées d'une communication suffisante, pas plus qu'elles ne sont déclinées en plans d'action opérationnels ni pilotées.

2.5. Dépénalisation de l'acte de gestion :

(Grim, 2009) met en exergue que l'acte de gestion n'étant pas toujours pas dépénalisé dans notre pays, le risque pour un dirigeant d'une banque d'être incarcéré des suites d'une suite d'une décision managériale qualifiée d'acte de mauvaise gestion par un tribunal est en effet bien réel. La dépénalisation de l'acte de gestion se pose avec acuité. Elle tient particulièrement à cœur les banquiers qui se retrouvent entre le marteau et l'enclume, car d'un côté sous la pression de devoir accorder plus de crédit aux entreprises conformément au souhait des pouvoirs publics et de l'autre dans la crainte d'être accusé de dilapidation de ressources publiques en cas de défaut de remboursements de ses clients.

3. Un marché financier performant : levier d'action pour une émergence du système bancaire et financier en Algérie :

(Monnier, Mahier-Lefrancois, 2016) mettent en relief que les marchés financiers ont comme mission principale de participer au financement de l'économie, c'est-à-dire d'organiser la rencontre entre les agents à besoin de financement (investissement des entreprises, financement de la dette de l'Etat) et ceux à capacité de financement (habituellement les ménages). Le marché est un lieu d'échange sur lequel l'épargnant doit pouvoir être assuré de retrouver la liquidité de ses avoirs en cas de nécessité en vendant ses valeurs mobilières.

(Mishkin, Bordes, Haut cœur, Labarthe , 2007) mettent en évidence que les marchés financiers qui fonctionnent bien sont un facteur clé dans la production d'une croissance économique élevée, alors que les marchés inefficaces sont une des raisons pour lesquelles de nombreux pays dans le monde restent pauvres. Les activités sur les marchés financiers ont également des effets directs sur la richesse individuelle, et le comportement des entreprises et des consommateurs, et sur les fluctuations économiques. le marché financier a connu au cours des dernières années un développement particulièrement important en Occident. L'essor des principales bourses a facilité l'accès aux capitaux dont les entreprises industrielles et commerciales ont eu besoin pour investir (Biales, Leurion, Rivaud) (Burlaud,Thauvron , Varch, 2007) (Carroué,2015).

3.1. La bourse des valeurs mobilières en Algérie : enjeu majeur pour les perspectives économiques

La bourse est une nécessité où on peut lire les perspectives économiques du pays. Les décideurs publics peuvent ajuster leurs politiques macroéconomiques à partir des indications boursières. Il en est de même pour le management d'une entreprise. Les cours des entreprises bien gérées s'améliorent. Ceux des firmes mal appréciées par la communauté des affaires se détériorent. Bien souvent, les managers ajustent leur management interne en fonction des réponses de la place boursière. Aussi, la bourse constitue un instrument en plus à la disposition de l'encadrement pour piloter l'entreprise. Un pays qui ne développe pas suffisamment sa place boursière se prive d'un formidable outil de renationalisation macroéconomique et d'amélioration de la compétitivité des entreprises. En l'absence d'une bourse dynamique, les décideurs font référence dès fois à leur intuition. Lorsqu'on ignore les outils de pilotage macroéconomique et managériaux, il est difficile de prouver qu'on est dans l'erreur. Les secteurs

financiers publics des économies de marché efficaces développent les entreprises qui créent de la richesse et de l'emploi mais les bonnes, non celles qui gaspillent les ressources des citoyens (Lamiri, 2013)(Sari, 2011)(Bouzar,2010).

3.3. Une redynamisation de la bourse des valeurs mobilières d'Alger : une nécessité vitale

La bourse est un moyen de lever et renforcer ses fonds propres. Une entreprise en forte croissance a besoin de fonds propres et ne peut financer sa croissance uniquement par dette bancaire. Les banques peuvent refuser de s'engager si le niveau d'endettement est trop élevé. La gouvernance d'entreprise fournit les outils pour surmonter ces appréhensions. Cela permet de distinguer le rôle des droits et obligations entre ceux qui sont propriétaire de l'entreprise et ceux qui sont gestionnaires. Les banques sont plus regardantes face au stress de liquidités. Une opportunité à saisir par la bourse pour assurer le décollage des entreprises afin de jouer un rôle dans le financement de l'économie nationale et réussir au final son intégration comme un mécanisme incontournable dans les circuits de mobilisation de l'épargne vers la sphère productive

3.4. Le rôle des banques dans les opérations financières :

Les banques et autres institutions financières font que les marchés financiers fonctionnent. Sans elles, les marchés financiers ne seraient pas capables de transférer les fonds des agents qui épargnent vers ceux qui ont des projets d'investissement(Mishkin, Bordes, Hautcoeur et al ,2007)(Bodie,Merton et al,2011)(Kharoubi, Thomas,2016). Dans les pays qui sont pleinement et de longue date établis dans l'économie de marché, les banques sont organisées pour s'assurer avec les agents économiques, des relations étroites, permanentes et multiformes. Les banques en Occident ont constitué des services spécialisés dont l'importance et l'appellation varient selon les établissements : affaires financières, services des titres et services de la bourse ...

3.5. L'importance des instruments financiers :

Beaucoup de pays qui étaient dans la situation de l'Algérie et qui ont entamé les réformes économiques à la même période offrent aujourd'hui aux agents économiques une instrumentation et des mécanismes financiers adaptés aux signaux du marché. Qu'ils s'agissent de PME ou de grandes entreprises, les demandes encadrées par des mécanismes qui donnent la

pleine mesure à l'économie de marché. Il en est ainsi du leasing, du capital investissement, de la titrisation, des fonds d'investissements, des fonds de garanties, de la bourse des organismes de placements de valeurs etc. Tous ces produits en vogue dans la plupart des pays convertis à l'économie de marché ont été initiés pour certains dans un contexte de crise et pour d'autres dans un contexte d'aisance financière. Dans les deux situations, ils ont permis au marché de se développer et de négocier la contrainte du financement qui conduit au blocage de la mécanique lourde de l'économie. Satisfaire les besoins ne suffit pas, il faut en susciter d'autres pour faire marcher l'économie et croître sans cesse. Aussi, avec la mondialisation, les techniques financières se sont standardisées (Grim, 2012) (Grim, 2009) (Langlois, Mollet, 2011)

4. La valorisation des ressources humaines dans le domaine bancaire et financier : un enjeu primordial pour une émergence d'un marché financier et des institutions bancaires performantes

(Alary, Laloup, Stroussi, 2010) expliquent que la gestion des ressources humaines doit permettre à l'organisation de disposer d'individus compétents et qualifiés au bon poste. Cela s'appuie sur l'identification des besoins, sur des actions de recrutement et sur une politique de formation. Parler des ressources humaines ; ce n'est pas considérer que les hommes sont des ressources ; mais que les hommes ont des ressources. Le développement des talents, la formation, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, la gestion des carrières et de la mobilité, deviennent des domaines majeurs d'expertise des DRH souligne (Perreti, 2015). En effet, avant de se lancer dans le processus de réflexion stratégique qui nécessite la mobilisation de tous les acteurs de l'entreprise bancaire il y a lieu de réhabiliter le rôle stratégique des ressources humaines.

4.1. L'économie fondée sur la connaissance (EFC) : Un vecteur d'un management bancaire et financier des talents

Pour (Lamiri, 2013) l'économie de la connaissance comprend des pans entiers des activités d'un pays: la formation de longue durée et de recyclage, les technologies de l'information et de la communication, la recherche et développement, l'innovation, la communication, les industries de l'expertise et du conseil etc. Les pouvoirs publics et les opérateurs économiques en Algérie doivent prendre en considération la combinaison et l'articulation des capitaux, du savoir et du capital humain que dépend, désormais la construction des avantages compétitifs progressivement substitués ou ajoutés aux avantages comparatifs naturels. A ce titre les

dépenses de recherche d'aujourd'hui sont les investissements de demain et la valeur produite d'après-demain avec les emplois qui vont avec souligne (Mekideche, 2008). L'EFC doit concerner tous les segments des activités et tous les métiers. Les entreprises et les institutions financières et bancaires sont appelées à investir davantage dans l'acquisition du savoir technologique et la recherche appliquée, en ayant recours aux capacités existantes dans les centres de recherche et les universités. Les pouvoirs publics sont appelés, en tant que puissance publique, à jouer un rôle incitatif dans la promotion et le soutien du développement des relations entreprises-recherche. La mise à niveau des entreprises (la banque est considérée comme une entreprise) doit concerner à la fois l'appareil productif et les ressources humaines de plus en plus qualifiées pour y relever leur niveau technique (maîtrise de l'informatique) et managériale (langues étrangères, techniques de communication et de marketing). La mise en place de structures de planification et de prospective, de veille technologique s'impose également, dans la mesure où elles sont à l'EFC ce que les plans de bataille sont aux états major. La gestion de la connaissance est vitale car elle permet d'accroître les performances, d'élargir les marchés, d'innover de manière déterminante, de recruter stratégiquement et de transmettre le savoir (Djefflat, 2006) (Djefflat, 2014) (Buck, 2014).

4.2. La formation bancaire comme Levier de pilotage pour une efficience du système financier en Algérie :

Pour (Tashkin, Dietrich, 2016) l'entreprise a besoin de collaborateurs motivés pour atteindre ses résultats. La motivation est considérée comme un facteur déterminant de la performance au travail. Une politique de formation en général doit répondre à deux objectifs :

- Permettre d'adapter les agents de l'entreprise, (comme nous l'avons déjà mis en évidence, la banque est considéré comme une entreprise) aux changements structurels et aux modifications de travail impliquées par les évolutions technologiques, sociales et économiques ;
- Permettre de déterminer et d'assurer les innovations et les changements à mettre en place pour assurer le développement de l'entreprise d'une part, d'autre part mettre en œuvre la réalisation des objectifs stratégiques de l'organisation.

4.3. La bonne gouvernance économique et financière : une nécessité vitale pour un développement du secteur financier et bancaire en Algérie

(Lamiri ,2013) souligne « qu'en management, on affirme que le bon Dieu est le meilleur démocrate parce qu'il a distribué équitablement l'intelligence au sein des peuples. Mais l'organisation et la gouvernance des Etats font toute la différence. Ainsi, lorsque nous avons un Etat organisé, avec des institutions administrées rationnellement par les meilleures compétences, nous sommes en présence d'un dragon économique. Lorsque les institutions de l'Etat sont désarticulées, gérées intuitivement, sans les processus d'intelligence et de cohérence, alors nous sommes en présence d'un Etat inefficace et destructeur au lieu d'être créateur de richesses ». il existe plusieurs formes de gouvernance : la gouvernance politique, la gouvernance administrative ; la gouvernance économique et financière, la gouvernance des entreprises. L'interaction entre toutes ces composantes de la gouvernance conduit vers la cohésion sociale durable, facteur de développement économique et social soutenable que l'on peut évaluer par le renforcement du sentiment d'appartenance des individus à une collectivité, par leur insertion dans la vie économique et sociale de la cité et par leur degré de participation à la décision collective. Parmi les leviers fondamentaux de rupture pour un développement économique harmonieux et une efficience institutionnelle en Algérie, il y a lieu de mettre en lumière : la bonne gouvernance. (Okamba, 2010) (Wirtz ,2008) (El Moghrebi S, Khat A (2017) (Lakhlef,2006)

5. Quelques pistes de réflexion quant aux conditions d'émergence du secteur bancaire et financier en Algérie :

Nous tenterons de mettre en relief et ce, additivement aux autres points mis en exergue ci-dessus certaines conditions pour une émergence du système financier et bancaire en Algérie. Pour (Benachenhou, 2015) les banques sont-elles une des causes de la faible diversification de l'économie et de la qualité médiocre de la croissance ? Certainement mais c'est un phénomène induit car les causes principales sont ailleurs : le rôle dominant de l'Etat dans l'économie qui façonne le comportement des banques publiques en matière de politique du crédit et le faible dynamisme de la demande de crédit du secteur privé pour l'investissement en comparaison de sa demande pour le commerce.

5.1. L'inclusion financière : un levier d'action pour une émergence du système bancaire et financier en Algérie

La culture financière et bancaire constitue une ossature importante pour une amélioration de l'inclusion financière dans notre pays. Aussi, une infrastructure financière développée est nécessaire dans ce cadre. L'établissement d'un cadre législatif approprié constitue également un vecteur important pour favoriser l'inclusion financière en Algérie

5.2. Les autres instruments à mettre en œuvre :

Plusieurs leviers doivent se concrétiser dans le domaine bancaire et financier en Algérie afin d'asseoir et de promouvoir un cadre qui puisse répondre aux conditions d'émergence du système bancaire et financier en Algérie, il s'agit entre autres :

- Une bancarisation effective à travers notamment l'augmentation du nombre d'agences bancaires et un accroissement des systèmes de paiement et de règlement modernes ;
- Le développement du numérique et du digital et des innovations financières ;
- L'extension et le développement de la finance islamique afin de développer la concurrence bancaire et financière ;
- Une gestion de la relation client efficiente et performante ;
- Un dynamisme en matière de collecte de ressources pour les financements ;
- Le financement prioritaire des entreprises privées et publiques productives et performantes sans aucune discrimination.
- La création de services « conseil bancaire » à la clientèle à l'instar des banques Occidentales
- Une communication financière performante et transparente...

6. Cas pratique:

Questionnaire relatif aux leviers fondamentaux à mettre en œuvre pour une émergence d'un système bancaire et financier performant dans le cadre des réformes économiques en Algérie.

Nous avons entamé une enquête auprès de quelques institutions bancaires au niveau de Sidi Bellabes. Il ya lieu dans ce cadre, de mettre en relief certaines difficultés rencontrées quant à la concrétisation du questionnaire en question. En effet, la fin d'année, l'impact de la covid 19, la non disponibilité de certains cadres de banques... constituent les

principales difficultés. Toutefois, grâce à nos relations, nous avons pu quand même aboutir à ce que nous désirions. L'enquête en question avait pour but de connaître certes d'une manière générale, les avis de cadres d'agences bancaires concernant l'hypothèse principale de notre article.

6.1. Le choix des cadres en question :

- 5 directeurs d'agences bancaires de Sidi Bellabes ;
- 45 chargés d'études représentant plusieurs agences bancaires de Sidi Belabbes.

6.2. Méthodologie de l'échantillonnage et structure du questionnaire :

L'échantillon dans cette enquête a concerné un ensemble donc de 50 cadres d'agences bancaires. Le questionnaire en question englobe donc les questions afférentes aux leviers fondamentaux à mettre en œuvre pour une émergence d'un système bancaire et financier performant dans le cadre des réformes économiques en Algérie.

6.3. La formulation des questions et les échelles d'évaluation :

Dans ce cadre, nous avons choisi des questions fermées dichotomiques à l'opposé de la question ouverte. Quant aux échelles d'évaluation, nous avons mis en exergue les échelles de Likert, ce type d'échelle prend la forme de propositions à propos desquelles le répondant exprime son degré d'accord ou de désaccord. La graduation est habituellement en cinq points accompagnés de supports sémantiques allant de « pas du tout d'accord » à « tout à fait d'accord ». Afin d'améliorer la finesse de la mesure et d'établir un score global, nous avons employé comme nous l'avons souligné, l'échelle de mesure de Likert à 5 point (5 : tout à fait d'accord, 4 : plutôt d'accord, 3 : sans opinion, 2 : plutôt pas d'accord, 1 : pas du tout d'accord).

6.4. Le contenu du questionnaire :

Question n°1 :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans opinion
Êtes-vous d'accord que le système bancaire et financier en Algérie nécessite des réformes profondes.	100%		

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

6.4.1. Analyse et discussions des résultats :

L'ensemble des cadres sondés ont mis en relief la nécessité d'une réforme profonde du système bancaire et financier en Algérie. En effet, le taux de 100% mis en lumière indiquent clairement la nécessité d'une révision profonde de notre système bancaire et financier afin que le système en question puisse s'adapter à la véritable économie de marché. Un système bancaire et financier efficace contribue efficacement à l'émergence de l'économie algérienne.

Question n° 2 :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans opinion
La promotion des ressources humaines, la formation et le management bancaire à l'instar des banques Occidentales constituent ils des leviers importants ?	98%	2%	

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

6.4.2. Analyse et discussions des résultats :

Les résultats obtenus mettent en évidence l'importance accordée par les cadres bancaires sur les sujets ayant trait au management, à la formation et aux ressources humaines. Nous considérons en effet, que la performance bancaire requiert des atouts et permettra aux banques algériennes d'être au diapason des banques Occidentales.

Question n° 3 :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans opinion
L'économie de la connaissance, la bonne gouvernance bancaire constituent des paramètres importants dans le domaine bancaire. Etes-vous d'accord avec cette affirmation ?	90%	10%	

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

6.4.3. Analyse et discussions des résultats :

Deux leviers importants mis en exergue dans notre article ont été plébiscité par les sondés (90% Tout à fait d'accord). Cet état de fait confirme donc l'importance accordé à l'économie fondée sur la connaissance et à la bonne gouvernance.

Question n° 4 :

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans opinion
Le développement de l'inclusion financière, la numérisation bancaire et le digital sont des atouts importants pour une bancarisation effective en Algérie. Êtes-vous d'accord ?	92%	8%	

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

6.4.4. Analyse et discussions des résultats :

L'importance accordée au développement de l'inclusion financière, à la numérisation et au digital indique le bien fondé mis en relief par les cadres bancaires en Algérie quant à ces leviers fondamentaux. En effet, ces leviers en question constituent le fer de lance pour une émergence du système bancaire et financier en Algérie.

Question n°5:

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Sans opinion
Un marché financier efficient à travers la bourse des valeurs mobilières et la promotion de la finance islamique peuvent –ils constituer un essor du système bancaire et financier en n Algérie ?	100%		

Source : Tableau conçu par nos soins à partir des questionnaires distribués

6.4.5. Analyse et discussions des résultants:

Les cadres de banque sondés ont mis en évidence l'importance du marché financier à travers la bourse des valeurs mobilière d'une part et d'autre part, les bienfaits de la finance islamique quant à l'essor du système

bancaire et financier en Algérie. Le taux de 100% enregistré démontre l'importance accordé quant à ces deux leviers. A l'instar des pays Occidentaux qui ont réussi à asseoir un système bancaire et financier et qui a contribué au rayonnement de l'économie occidentale, il y a lieu de prendre comme modèle possible l'expérience des pays développés.

Conclusion sur le sondage :

Nous avons mis en exergue dans le cadre du sondage les avis des cadres de banque. Nous avons constaté que les cadres en question attachent de l'importance aux différents leviers mis en exergue dans notre article. Cet état de fait confirme notre hypothèse principale.

7. Conclusion:

Notre conclusion sera articulée autour des points suivants : synthèse des principaux résultats, limites, apports de la recherche.

Synthèse des principaux résultats :

L'émergence du système bancaire et financier nécessite des leviers fondamentaux à mettre en œuvre. Nous avons mis en lumière les principaux leviers en question dans notre article et qui d'ailleurs ont été confirmés à travers le questionnaire distribué aux cadres des agences bancaires de Sidi Bellabes.

Apports de la recherche :

Nous pensons que notre modeste contribution a mis en évidence :

- Les apports de certains auteurs et académiciens concernant le domaine bancaire et financier ;
- Un état des connaissances sur certains leviers fondamentaux ayant trait à l'émergence du système bancaire et financier ;
- A mettre en lumière un modeste questionnaire certes qui nous a permis de connaître la réalité du « terrain » d'une manière globale à travers les réponses mises en évidence.

Limite :

Nous aurions voulu investiguer l'ensemble des agences bancaires de Sidi-bellabes. Cependant, la fin d'année, l'indisponibilité de certains cadres, la crise afférente à la covid 19, le problème de logistique, de moyens... ont quelque peu perturbé notre travail. Toutefois, nous avons pu avoir les avis de 50 cadres bancaires sur les leviers fondamentaux mis en exergue dans notre questionnaire. Les avis mis en évidence ont confirmé notre hypothèse principale.

Liste Bibliographique:

- **Alary AM, Lalloup I, Stroussi A (2010)**, Management des organisations. Editions Berti ; Alger, p.56.
- **Buck JY (2014)**, Des ressources humaines aux ressources de l'excellence. Editions Afnor ; Paris, p.125.
- **Biales M, Leurion R, Rivaud JL (2007)**, L'essentiel sur l'économie. Berti Editions ; Alger, p.89.
- **Bouzar C (2010)**, Systèmes financiers : Mutations financières et bancaires et crise. Editions El Amel, Alger, p.37.
- **Benachenhou A (2015)**, L'Algérie, sortir de la crise.El Diwan, Alger.
- **Burlaud A, Thauvron A, Guy Varch et al (2007)**, Finance. Editions Foucher ; Paris, p.102.
- **Bodie Z, Merton R (2011)** : Finance, Pearson Education, Paris, p.156.
- **Carroué L (2015)**, La planète financière : capital, pouvoirs, espace et territoires. Editions Armand Collin ; Paris, p.189.
- **Djeflat. A (2014)**, L'intégration économique Maghrébine : un destin obligé, Ouvrage collectif sous la direction de Mebtoul A et Camille Sari, Editions Anwar El Maarifa, Oran, p.67.
- **Djeflat A (2006)** : L'économie fondée sur la connaissance. Etat des lieux et perspectives pour l'Algérie. Collection Maghtech. Editions Dar El Adib. Oran, p.67.
- **El Moghrebi S, Khiat A (2017)**, : « Une bonne gouvernance pour une GRH basée sur la compétence dans la fonction publique ». Ouvrage collectif, La Confiance au cœur de la GRH, Coordonné par le Pr Khiat Assya, Editions El Adib, Oran, p.55.
- **Grim N (2012)**, Entrepreneurs, pouvoir et société en Algérie .Casbah Editions, Alger, p.47.
- **Grim N (2009)**, Algérie, l'interminable transition. Editions Casbah ; Alger, p.87.
- **Kharoubi C, Thomas P (2016)** : Analyse du risque de crédit. Banque et Marchés. Edition d'organisation ; Paris, p.68.
- **Lakhlef B (2006)** : La bonne gouvernance , Editions Dar El Khaldounia, Alger, p.55.
- **Lakhlef B (2010)**, Les outils pour bâtir un business plan. Alger-Livres- Editions, Alger, p.43.

- **Lamiri A (2013)**, La décennie de la dernière chance. Emergence ou déchéance de l'économie algérienne ? Chihab Editions, Alger, p.102.
- **Langlois G, Mollet M (2011)**, Manuel de gestion financière. Berti Editions ; Alger, p.98.
- **Mishkin F, Bordes C, Haut Cœur PC et al (2007)**, Monnaie, Banque et marchés financiers. Editions nouveaux horizon, Paris, p.69.
- **Mekideche M (2008)**, L'économie algérienne à la croisée des chemins. Editions Dahleb, Alger, p.84.
- **Mouhoubi. S (1998)**, L'Algérie à l'épreuve des réformes économiques. Editions OPU, Alger, p.61.
- **Monnier P, Mahier-Lefrancois S(2016)**, Techniques bancaires. Editions Dunod ; Paris, p.156.
- **Nouioua B (2017)**, Le dinar algérien. Passé et présent. Editions Casbah, Alger, p.81.
- **Naas A (2003)**, Le système bancaire algérien. De la décolonisation à l'économie de marché, Editions Maisonneuve et Laroche ; Paris, p104.
- **Okamba E(2010)**, La gouvernance. Une affaire de société. Editions L'Harmattan ; Paris, p.114.
- **Peretti. JM (2015)**, Un état des ressources humaines dans le contexte algérien. Ouvrage coordonné par le professeur Assya Khiat.; Editions Dar El Adib ; Oran, p.81.
- **Sari C (2011)**, Algérie et Maroc : Quelles convergences économiques. Editions Cabrera et All Media ; Alger, p.51.
- **Taskin L, Dietrich A (2016)**, Management humain. Bruxelles ; Editions De Boeck, Bruxelles, p103.